



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

lutte contre le terrorisme

Question au Gouvernement n° 1279

Texte de la question

ASSASSINAT DE DEUX JOURNALISTES AU MALI

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe SRC.*) On écoute la question, s'il vous plaît !

M. Jean-Louis Borloo. Monsieur le Premier ministre, le groupe UDI, comme, j'imagine, l'ensemble de nos collègues, souhaite s'associer à l'hommage que le président de notre assemblée vient de rendre à Ghislaine Dupont et Claude Verlon, assassinés en reportage à Kidal. (*Applaudissements.*)

Nous voulons dire à leurs familles, à leurs enfants, à leurs proches que, de toutes parts, leur professionnalisme, leur gentillesse, leurs qualités personnelles sont unanimement reconnus et rappelés.

Nous voulons dire à leurs familles l'émotion qui nous submerge tous aujourd'hui. Permettez-moi d'associer à cette émotion la mémoire d'Yves Debay, Olivier Voisin, Rémi Ochlik, Gilles Jacquier et Jean Hélène.

Cette émotion vient de loin : des quarante-cinq journalistes morts depuis 2013 dans l'exercice de leur vocation, et des 183 autres qui sont aujourd'hui enfermés dans des geôles à travers le monde. Elle vient aussi de nos compatriotes sortis de ces terribles épreuves, et qui en conservent à jamais dans leur chair une blessure irréparable.

Cette fatalité aveugle a un nom. Elle s'appelle servitude, car elle est l'arme de ceux qui n'aiment pas la liberté. Elle est cette force sombre où toutes les lumières de la pensée s'éteignent, où le chemin de l'émancipation des peuples se termine par l'enfermement et parfois par un seul éclair dans cette nuit profonde, celle d'un coup de feu qui vient abattre la liberté.

Le journalisme est une façon de saisir dans l'éphémère l'essentiel, c'est le médiateur d'opinions éclairées, si indispensables à l'exercice de la démocratie, c'est une lampe qui éclaire toutes les routes et toutes les consciences du monde. Le journaliste n'est pas seulement un commentateur, il est profondément l'ennemi des ennemis de la liberté. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*)

Nous pensons, monsieur le Premier ministre, aux sept otages Serge Lazarevic, Gilberto Rodriguez Leal, Francis Collomp, Didier François, Édouard Élias, Nicolas Hénin, Pierre Torres, et nous ne doutons pas que vous faites tous les efforts nécessaires pour les ramener à leurs proches. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Monsieur le président Borloo, ce matin, le Président de la République

a accueilli les dépouilles de Ghislaine Dupont et de Claude Verlon, dans un moment profondément triste pour les familles, qui étaient présentes, après le drame qui vient de se produire. Le Président de la République a tenu à leur témoigner la solidarité de toute la nation. À votre initiative, monsieur le président de l'Assemblée nationale, c'est ce que vient de faire, par une minute de silence, la représentation nationale, il y a quelques instants.

Le Président de la République a réaffirmé la volonté farouche de la France de faire toute la lumière sur ce crime odieux et ne pas laisser ses auteurs impunis. Ghislaine Dupont et Claude Verlon étaient de grands professionnels, comme vous venez de le rappeler, monsieur Borloo. Ce crime, c'est vrai, est un crime contre les journalistes, et c'est un double crime : un crime contre des personnes mais aussi un crime contre la liberté d'informer et d'être informé, un crime contre la démocratie.

Les deux journalistes étaient à Kidal pour préparer une émission de Radio France Internationale sur les élections législatives maliennes. À l'issue de l'interview d'un responsable du MNLA, ils ont été enlevés et emmenés hors de la ville, avant d'être froidement assassinés par balles. Les forces françaises dans la région ont été immédiatement appelées et se sont mises en action. Quand elles sont arrivées sur place, nos deux compatriotes étaient déjà morts.

Une instruction a été ouverte par le parquet de Paris dès hier soir. Nos forces au Mali, en lien étroit avec les autorités locales, l'armée malienne et la MINUSMA, ont mené des opérations qui visent à nous permettre de comprendre ce qui s'est passé exactement samedi, à Kidal. Les auteurs de cet assassinat ont voulu s'en prendre au Mali, qui, avec l'aide de la France, est en train de retrouver le chemin de la démocratie et de la stabilité. En prenant RFI pour cible, ils ont cherché à porter atteinte à la liberté d'informer, à l'amitié entre l'Afrique et la France, et aux Africains eux-mêmes.

En intervenant au Mali, la France a aidé ce pays ami à se relever du terrorisme. Le respect pour la mémoire de Ghislaine Dupont et de Claude Verlon, qui étaient des amoureux de l'Afrique comme de nos valeurs, nous obligent plus que jamais à poursuivre cette action en faveur de la défense de la pleine souveraineté du Mali, du retour à la démocratie, du respect des institutions de ce pays, du déroulement normal des élections, mais aussi à tout faire pour assurer, avec l'aide de l'Europe, un développement durable du Mali et de toute cette région de l'Afrique. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Borloo](#)

Circonscription : Nord (21^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1279

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 novembre 2013](#)